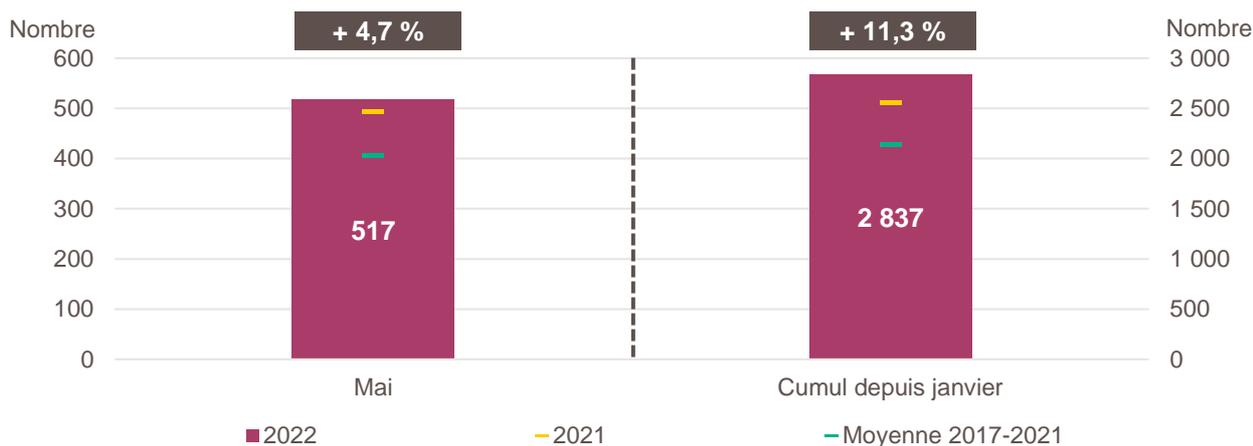


Avertissement : à compter de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon le dispositif rénové par l'Insee. Il en résulte un relèvement en niveau des créations d'entreprises. Les données de cette publication ne sont donc pas comparables à celles des productions précédentes pour le mois concerné

Pour en savoir plus : [documentation de l'Insee](#)

Création d'entreprise en Corse en mai 2022 et cumul depuis le début de l'année



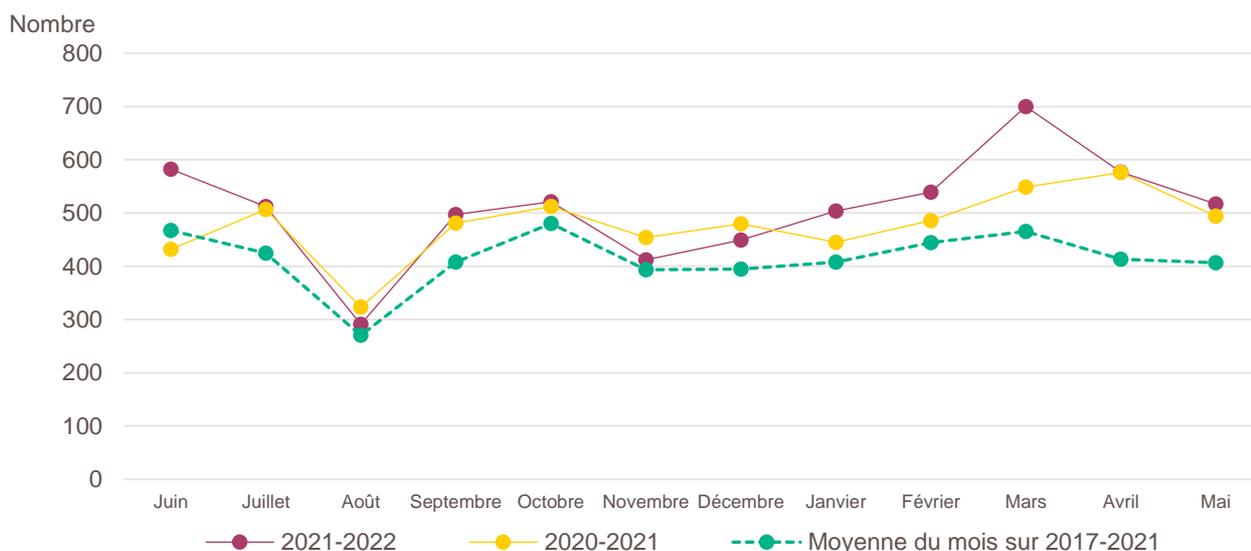
Lecture de la partie gauche : en mai 2022, 517 entreprises ont été créées en Corse, soit + 4,7 % par rapport aux 494 de mai 2021 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 406 pour le mois de mai sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2022 s'élève à 2 837, soit + 11,3 % par rapport aux 2 550 de janvier à mai 2021 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et mai sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 2 137 (marque verte).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Corse sur douze mois glissants



Lecture : en juin 2020, 432 entreprises ont été créées en Corse contre 582 en juin 2021 et 467 en moyenne pour les mois de juin 2017 à 2021.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le secteur d'activité

Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution mai 2021-2022 %	Évolution janvier à mai 2021-2022 %
Activités secondaires	112	63,4	+ 21,7	+ 6,8
Industrie	45	82,2	+ 50,0	+ 16,8
Construction	67	50,7	+ 8,1	+ 2,1
Activités de type commerce	164	59,8	- 14,1	- 1,1
Commerce de détail	41	48,8	- 29,3	- 21,9
Commerce de gros	12	58,3	- 50,0	- 31,7
Commerce de bouche ^a	2	0,0	---	- 10,0
Commerce et réparation automobiles	8	62,5	- 20,0	+ 1,8
Hébergement	16	12,5	+ 14,3	+ 35,6
Restauration	35	54,3	- 7,9	+ 15,3
Services en direction des personnes	50	90,0	+ 6,4	+ 24,5
Activités de type services	241	63,5	+ 14,2	+ 22,4
Immobilier	22	22,7	+ 15,8	+ 30,6
Transports et entreposage	14	71,4	+ 40,0	+ 8,6
Activités scientifiques et techniques	45	77,8	- 16,7	+ 16,5
Activités de soutien aux entreprises	75	76,0	+ 56,3	+ 31,6
Information et communication	19	73,7	+ 35,7	+ 30,9
Enseignement	19	89,5	+ 18,8	+ 57,4
Arts, spectacles et activités récréatives	11	81,8	- 15,4	+ 8,3
Santé humaine et action sociale ^b	25	20,0	+ 127,3	+ 9,8
Activités financières et d'assurance	11	9,1	- 57,7	+ 5,1
Activités des sociétés holding	3	0,0	- 70,0	- 10,8
Total Corse	517	62,3	+ 4,7	+ 11,3

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

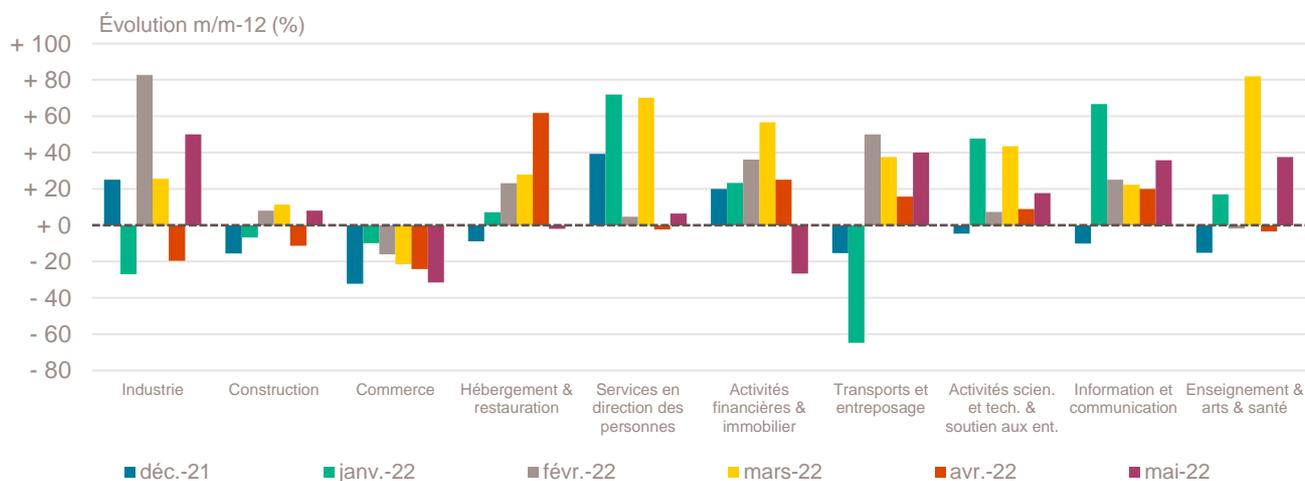
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en mai 2022, 45 entreprises ont été créées en Corse dans l'industrie (dont 82,2 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 50 % par rapport à mai 2021 et un nombre cumulé sur janvier-mai 2022 en hausse de + 16,8 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2021.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Variation du nombre de créations d'entreprises par secteur d'activité en Corse



Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

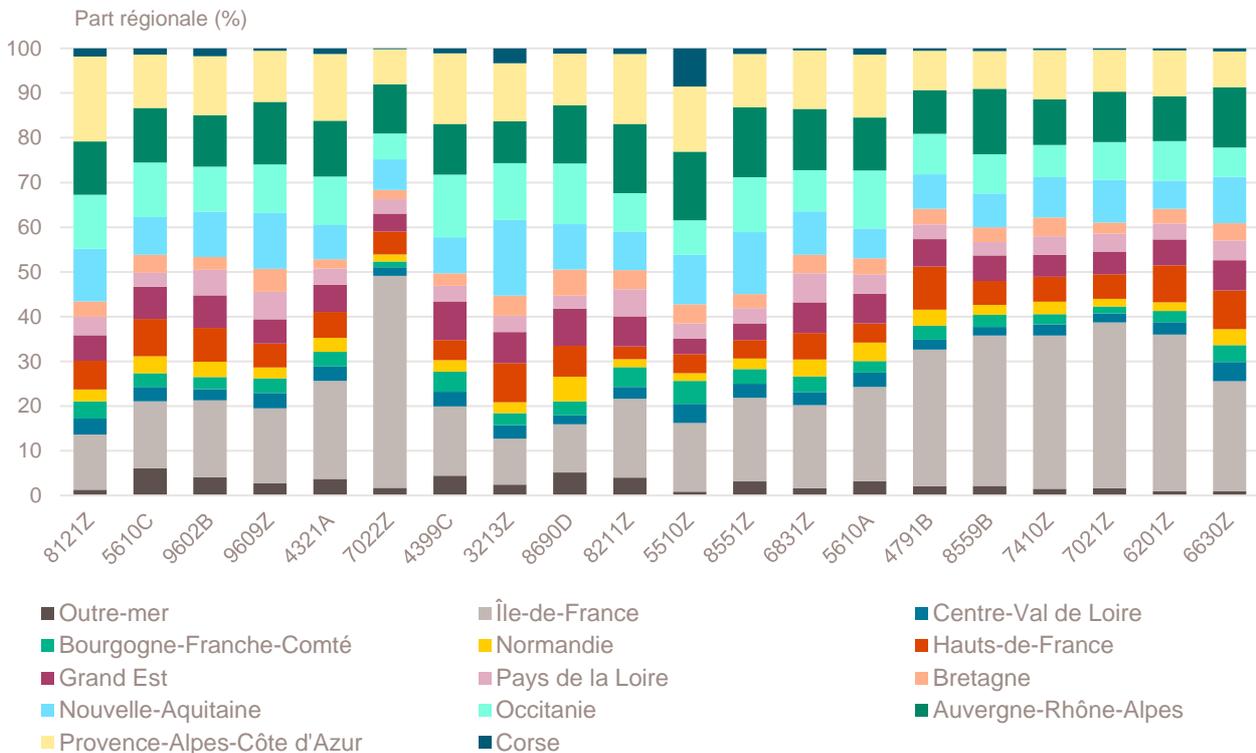
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Corse

Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution mai 2021-2022 %
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	46	95,7	+ 170,6
5610C-Restauration de type rapide	21	61,9	- 27,6
9602B-Soins de beauté	20	100,0	+ 122,2
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	19	84,2	- 20,8
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	13	30,8	+ 62,5
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	12	66,7	- 33,3
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	12	58,3	- 14,3
3213Z-Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	11	100,0	+ 83,3
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	10	0,0	+ 42,9
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	10	50,0	+ 66,7
5510Z-Hôtels et hébergement similaire	10	10,0	+ 42,9
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	9	100,0	+ 50,0
6831Z-Agences immobilières	8	62,5	+ 14,3
5610A-Restauration traditionnelle	8	25,0	+ 100,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	8	37,5	+ 0,0
8559B-Autres enseignements	7	85,7	+ 75,0
7410Z-Activités spécialisées de design	7	100,0	+ 250,0
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	7	85,7	+ 40,0
6201Z-Programmation informatique	7	100,0	+ 600,0
6630Z-Gestion de fonds	7	0,0	- 46,2

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, mai 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

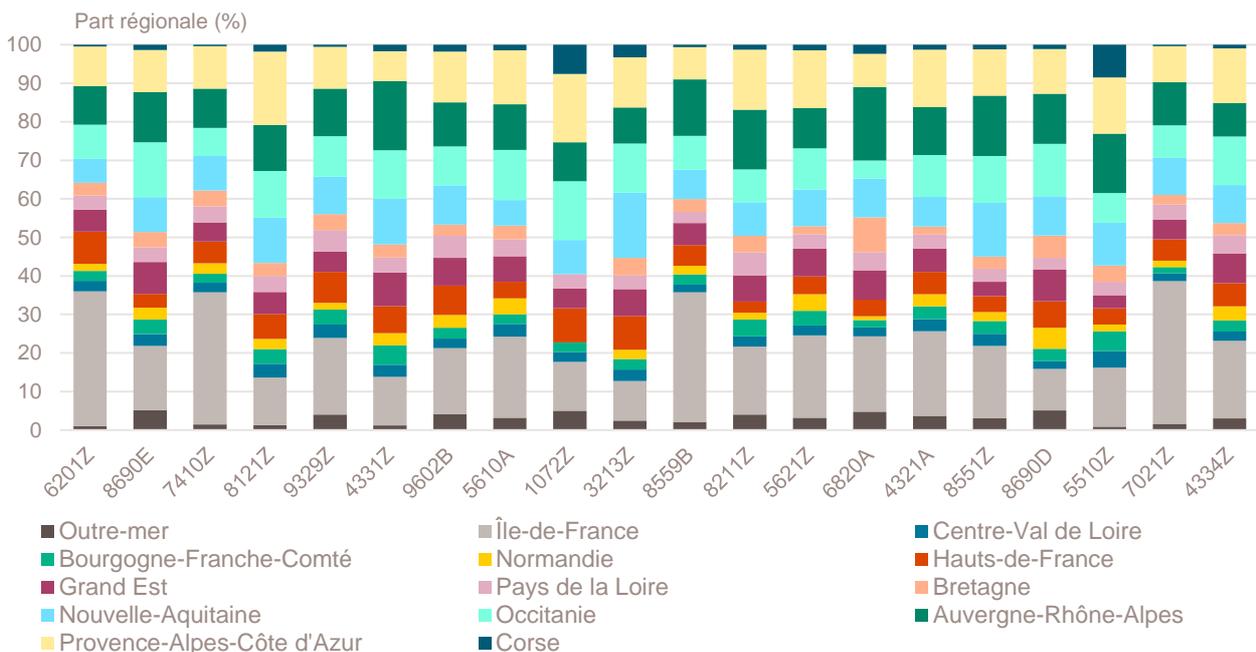
Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution mai 2021-2022 %
6201Z-Programmation informatique	7	100,0	+ 600,0
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	6	16,7	+ 500,0
7410Z-Activités spécialisées de design	7	100,0	+ 250,0
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	46	95,7	+ 170,6
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	5	80,0	+ 150,0
4331Z-Travaux de plâtrerie	7	42,9	+ 133,3
9602B-Soins de beauté	20	100,0	+ 122,2
5610A-Restauration traditionnelle	8	25,0	+ 100,0
1072Z-Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	6	83,3	+ 100,0
3213Z-Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	11	100,0	+ 83,3
8559B-Autres enseignements	7	85,7	+ 75,0
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	10	50,0	+ 66,7
5621Z-Services des traiteurs	5	60,0	+ 66,7
6820A-Location de logements	5	0,0	+ 66,7
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	13	30,8	+ 62,5
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	9	100,0	+ 50,0
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	10	0,0	+ 42,9
5510Z-Hôtels et hébergement similaire	10	10,0	+ 42,9
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	7	85,7	+ 40,0
4334Z-Travaux de peinture et vitrerie	7	71,4	+ 40,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, mai 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 6 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

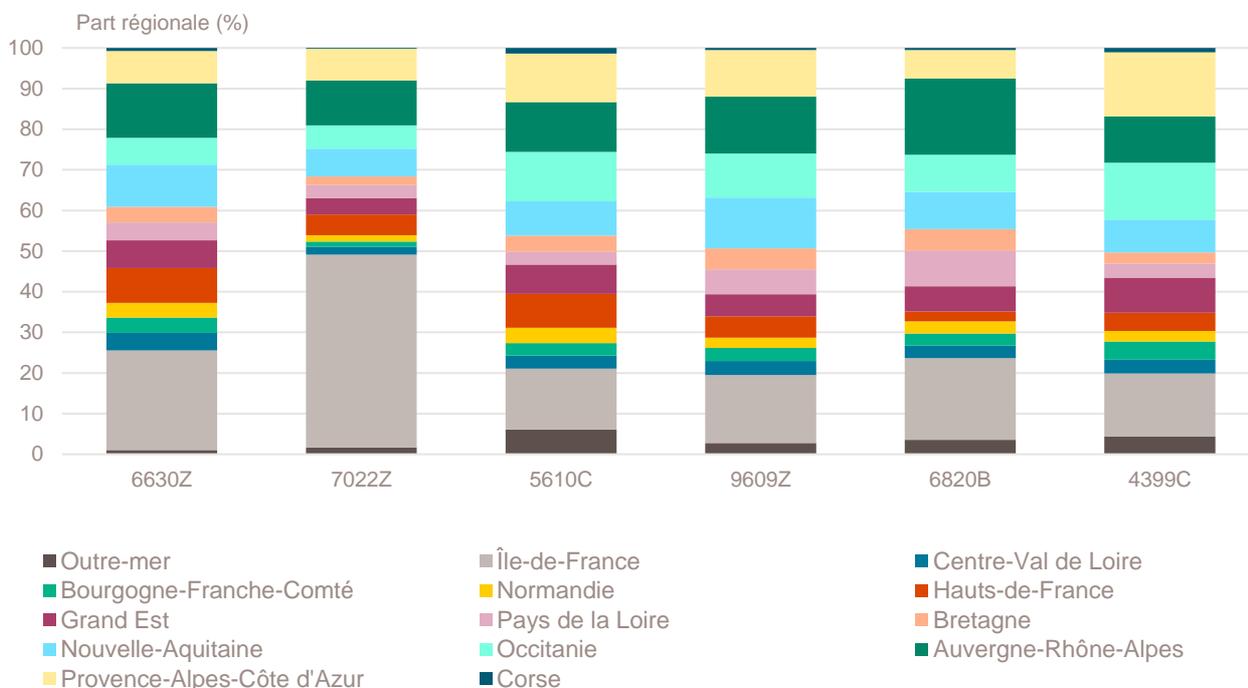
Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution mai 2021-2022 %
6630Z-Gestion de fonds	7	0,0	- 46,2
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	12	66,7	- 33,3
5610C-Restauration de type rapide	21	61,9	- 27,6
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	19	84,2	- 20,8
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	5	0,0	- 16,7
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	12	58,3	- 14,3

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 6, mai 2022



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon la nature juridique

Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution mai 2021-2022 %	Évolution janvier à mai 2021-2022 %
Entreprises individuelles	368	71,2	+ 11,2	+ 11,3
Micro-entrepreneurs	322	62,3	+ 20,6	+ 26,0
Entreprises individuelles classiques	46	8,9	- 28,1	- 34,0
Sociétés	149	28,8	- 8,6	+ 11,2
SARL & EURL	32	6,2	- 3,0	+ 25,0
SAS & SASU	106	20,5	- 11,7	+ 6,8
SCI	1	0,2	---	+ 100,0
Autres ^a	10	1,9	+ 0,0	+ 22,0
Total Corse	517	100,0	+ 4,7	+ 11,3

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le type de la commune d'implantation

Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution mai 2021-2022 %	Évolution janvier à mai 2021-2022 %
Rurale éloignée très peu dense	32	6,2	+ 10,3	+ 42,3
Rurale éloignée peu dense	59	11,4	- 14,5	+ 15,2
Rurale périphérique très peu dense	20	3,9	+ 17,6	+ 25,3
Rurale périphérique peu dense	30	5,8	- 9,1	+ 4,2
Bourg	52	10,1	+ 8,3	+ 14,6
Petite ville	64	12,4	+ 14,3	+ 9,4
Urbaine périphérique peu dense	64	12,4	- 1,5	+ 8,3
Urbaine dense	196	37,9	+ 10,7	+ 6,7
Urbaine très dense	0	0,0	---	---
Total Corse	517	100,0	+ 4,7	+ 11,3

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse dans les territoires aidés

Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution mai 2021-2022 %	Évolution janvier à mai 2021-2022 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	263	50,9	- 1,1	+ 13,1
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	517	100,0	+ 4,7	+ 11,3
Petites villes de demain (PVD)	112	21,7	+ 4,7	+ 14,7
Actions cœur de ville (ACV)	136	26,3	+ 4,6	+ 10,3

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution mai 2021-2022 %	Évolution janvier à mai 2021-2022 %
Auvergne-Rhône-Alpes	9 597	61,5	+ 1,6	+ 1,1
01 - Ain	669	63,7	+ 13,0	+ 5,5
03 - Allier	272	61,4	+ 10,1	+ 0,3
07 - Ardèche	332	66,9	- 1,2	+ 10,1
15 - Cantal	103	55,3	+ 22,6	+ 10,5
26 - Drôme	570	53,3	+ 3,3	- 0,2
38 - Isère	1 452	61,8	- 1,4	+ 0,5
42 - Loire	771	59,5	- 1,4	+ 3,3
43 - Haute-Loire	243	56,0	+ 18,5	+ 6,9
63 - Puy-de-Dôme	675	59,9	+ 0,4	- 2,9
69 - Rhône	2 868	64,1	- 1,2	+ 0,6
73 - Savoie	650	60,8	+ 13,4	+ 2,1
74 - Haute-Savoie	992	60,2	- 2,9	- 2,2
Bourgogne-Franche-Comté	2 355	62,1	- 5,2	- 5,3
21 - Côte-d'Or	514	62,8	- 8,5	- 9,1
25 - Doubs	480	59,8	+ 5,5	- 3,6
39 - Jura	222	57,2	- 5,5	- 2,6
58 - Nièvre	161	66,5	+ 3,9	+ 3,2
70 - Haute-Saône	155	52,9	- 8,3	+ 6,0
71 - Saône-et-Loire	437	63,2	- 8,2	- 6,9
89 - Yonne	288	64,9	- 4,3	- 5,9
90 - Territoire-de-Belfort	98	75,5	- 24,6	- 15,6
Bretagne	3 009	54,6	- 3,0	+ 5,1
22 - Côtes-d'Armor	472	52,1	- 6,0	+ 4,2
29 - Finistère	712	56,9	- 9,6	+ 6,5
35 - Ille-et-Vilaine	1 139	54,3	+ 1,7	+ 2,6
56 - Morbihan	686	54,7	- 0,7	+ 8,5
Centre-Val de Loire	2 219	61,6	- 2,5	+ 0,3
18 - Cher	244	65,2	+ 2,1	- 4,0
28 - Eure-et-Loir	351	56,7	- 3,0	+ 1,8
36 - Indre	127	59,8	- 18,6	- 7,4
37 - Indre-et-Loire	630	62,4	- 2,6	- 0,1
41 - Loir-et-Cher	258	57,4	+ 4,0	+ 12,6
45 - Loiret	609	64,5	- 2,4	- 1,6
Corse	517	62,3	+ 4,7	+ 11,3
2A - Corse-du-Sud	282	60,6	- 3,1	+ 18,1
2B - Haute-corse	235	64,3	+ 15,8	+ 4,2
Grand Est	4 871	61,4	- 7,1	- 4,0
08 - Ardennes	174	62,1	+ 6,7	+ 9,5
10 - Aube	266	60,9	- 25,3	- 8,1
51 - Marne	695	72,8	+ 5,5	- 0,9
52 - Haute-Marne	106	50,0	- 9,4	- 0,2
54 - Meurthe-et-Moselle	574	63,1	- 15,0	- 8,2
55 - Meuse	99	55,6	- 29,8	- 2,0
57 - Moselle	901	59,2	- 3,5	- 2,3
67 - Bas-Rhin	1 158	59,2	- 2,9	- 1,8
68 - Haut-Rhin	619	60,7	- 15,7	- 12,3
88 - Vosges	279	54,1	+ 1,5	+ 0,0

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution mai 2021-2022 %	Évolution janvier à mai 2021-2022 %
Hauts-de-France	5 050	63,2	- 4,3	- 6,4
02 - Aisne	300	64,7	- 7,7	- 7,2
59 - Nord	2 504	61,2	- 6,3	- 9,7
60 - Oise	763	64,4	+ 5,8	- 0,5
62 - Pas-de-Calais	1 055	65,5	- 0,6	- 4,5
80 - Somme	428	66,1	- 13,7	+ 0,5
Île-de-France	20 308	58,1	- 3,2	- 5,4
75 - Paris	6 273	48,0	+ 3,4	+ 0,2
77 - Seine-et-Marne	1 719	66,0	- 2,6	- 8,8
78 - Yvelines	1 807	66,0	- 11,2	- 9,3
91 - Essonne	1 605	63,4	- 4,7	- 6,4
92 - Hauts-de-Seine	2 578	60,6	- 7,8	- 3,9
93 - Seine-Saint-Denis	2 683	59,3	- 0,7	- 8,0
94 - Val-de-Marne	1 990	65,6	- 4,2	- 6,7
95 - Val-d'Oise	1 653	59,5	- 10,7	- 11,5
Normandie	2 336	56,8	- 15,2	- 3,1
14 - Calvados	599	54,4	- 12,3	- 7,1
27 - Eure	415	58,8	- 12,8	+ 4,4
50 - Manche	282	52,1	- 15,3	- 0,8
61 - Orne	161	56,5	- 3,0	+ 2,8
76 - Seine-Maritime	879	59,0	- 19,9	- 5,5
Nouvelle-Aquitaine	7 176	65,7	+ 3,3	+ 0,3
16 - Charente	275	62,9	- 21,2	+ 2,9
17 - Charente-Maritime	709	66,7	- 0,6	+ 1,7
19 - Corrèze	222	66,2	+ 3,3	- 6,7
23 - Creuse	86	70,9	- 2,3	- 10,6
24 - Dordogne	418	61,2	- 18,8	- 4,3
33 - Gironde	2 801	67,1	+ 17,4	+ 1,0
40 - Landes	500	64,8	- 13,3	+ 1,2
47 - Lot-et-Garonne	319	67,4	- 6,7	+ 0,5
64 - Pyrénées-Atlantiques	909	67,2	+ 7,1	+ 1,3
79 - Deux-Sèvres	264	62,5	+ 4,8	- 0,3
86 - Vienne	351	58,4	- 2,8	+ 7,5
87 - Haute-Vienne	322	64,6	+ 6,3	- 9,5
Occitanie	7 446	64,7	- 1,4	- 1,6
09 - Ariège	168	69,6	- 7,2	+ 3,3
11 - Aude	420	67,9	+ 9,4	+ 6,8
12 - Aveyron	242	57,0	- 10,0	+ 6,4
30 - Gard	875	67,0	+ 3,1	+ 0,8
31 - Haute-Garonne	1 834	64,6	- 9,3	- 8,8
32 - Gers	221	63,8	+ 10,0	+ 2,0
34 - Hérault	1 896	64,5	+ 1,1	- 2,7
46 - Lot	178	63,5	+ 17,1	+ 8,6
48 - Lozère	51	56,9	- 21,5	- 5,3
65 - Hautes-Pyrénées	241	65,6	+ 11,6	+ 4,2
66 - Pyrénées-Orientales	660	63,9	+ 4,9	+ 3,4
81 - Tarn	402	66,9	- 9,9	+ 2,6
82 - Tarn-et-Garonne	258	58,5	- 1,5	- 0,5

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Mai 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution mai 2021-2022 %	Évolution janvier à mai 2021-2022 %
Pays de la Loire	3 473	60,5	- 8,7	- 3,7
44 - Loire-Atlantique	1 606	61,6	- 0,4	- 4,3
49 - Maine-et-Loire	686	61,5	- 19,1	- 5,8
53 - Mayenne	220	55,5	- 8,7	- 11,4
72 - Sarthe	371	60,9	- 13,1	+ 1,5
85 - Vendée	590	57,6	- 12,5	+ 0,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 506	65,7	- 11,1	- 0,2
04 - Alpes-de-Haute-Provence	216	65,7	- 1,4	+ 7,5
05 - Hautes-Alpes	189	68,8	+ 2,7	+ 11,0
06 - Alpes-Maritimes	2 159	69,0	+ 1,1	+ 4,8
13 - Bouches-du-Rhône	3 509	64,1	- 17,1	- 3,8
83 - Var	1 675	65,0	- 14,3	- 0,8
84 - Vaucluse	758	64,2	- 9,9	+ 0,3
France métrop. hors Île-de-France	56 555	62,6	- 4,1	- 1,2
France métropolitaine	76 863	61,4	- 3,8	- 2,4
France d'outre-mer	2 588	47,4	+ 4,3	+ 4,9
971 - Guadeloupe	682	51,8	+ 45,1	+ 17,1
972 - Martinique	669	30,3	- 7,6	- 4,2
973 - Guyane	218	53,7	+ 20,4	+ 12,2
974 - La Réunion	882	56,7	- 6,7	+ 3,5
976 - Mayotte	137	39,4	- 15,4	+ 2,8
France entière	79 451	61,0	- 3,6	- 2,2

Lecture : en mai 2022, 3 473 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 60,5 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 8,7 % par rapport à mai 2021. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-mai 2022 a baissé de - 3,7 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2021.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la Corse.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 24/06/2022.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Corse, chiffres de mai 2022. Bpifrance Création, juin 2022 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.